



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

N° 65-2017-07-24-001

Service du développement territorial

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'aménagement durable

**Arrêté Préfectoral complémentaire
modifiant les arrêtés préfectoraux autorisant
la société ARC Fused Alumina (ex ALTEO ARC)
à exploiter des installations liées à la fabrication
d'abrasifs et réfractaires sur les communes
de BEYREDE-JUMET et d'ILHET**

**La Préfète des Hautes-Pyrénées
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.181-45, R.516-1 et R.516-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1980 modifié autorisant la Société Française d'Electrometallurgie (SOFREM) à exploiter à BEYREDE-JUMET une activité de fabrication d'abrasifs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1984 relatif à la modification du dépôt de propane ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 1^{er} mars 1985 à la société PECHINEY ELECTROMETALLURGIE pour l'exploitation de l'usine de fabrication d'abrasifs de BEYREDE-JUMET ;

Vu le récépissé du 14 octobre 1987 décerné à la société PECHINEY ELECTROMETALLURGIE relatif à l'exploitation d'un stockage d'oxygène ;

Vu le récépissé du 20 novembre 1996 délivré à la société PECHINEY ELECTROMETALLURGIE relatif à l'exploitation d'une installation de séchage de grains techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2000 relatif aux dispositions applicables à la gestion des déchets sur le site ;

Vu le récépissé de changement de raison sociale délivré le 5 janvier 2006 à la SAS ALCAN ABRASIFS REFRACTAIRES CERAMIQUES (ALCAN ARC) pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'abrasifs à BEYREDE-JUMET ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 relatif aux rayonnements ionisants susceptibles d'être contenus dans les matières premières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 2006 relatif à la surveillance des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2010 modifiant les conditions d'exploitation de l'usine de fabrication d'abrasifs et de réfractaires exploités par la SAS ALCAN ABRASIFS REFRACTAIRES CERAMIQUES (ALCAN ARC) sur les communes de Beyrède-Jumet et Ilhet ;

Vu le récépissé de changement de statut juridique délivré le 22 août 2013 à la SAS ALTEO ARC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2014 relatif à la mise à jour du classement des installations de la société ALTEO ARC sur le territoire des communes de Beyrède-Jumet et Ilhet et à la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité des installations ;

Vu la demande en date du 16 mars 2016 de la SAS ALTEO ARC de main levée de cautionnement bancaire ;

Vu la décision préfectorale en date du 25 avril 2016 prononçant la main levée de cautionnement solidaire du 24 septembre 2014 et la fin d'obligation de constituer des garanties financières ;

Vu le courrier le courrier transmis le 17 janvier 2017 par ARC Fused Alumina concernant le changement de dénomination de l'exploitant consécutivement au rachat du site par le groupe IMERYS ;

Vu la demande de changement d'exploitant, présentée le 29 juin 2017, par Mme Mélanie CHEVANT dûment habilitée par M. Olivier BERGER, président de la société IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE dont le siège social est situé à BEYREDE 65410 SARRANCOLIN

Considérant que le pétitionnaire déclare disposer des capacités techniques et financières pour exploiter le site conformément à la réglementation applicable ;

Considérant que le pétitionnaire a procédé à l'actualisation du montant des garanties financières ;

Considérant que le montant actualisé à la date du 23 juin 2017 des garanties financières est inférieur au seuil d'obligation de constitution fixé à 100 000 € par l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a fait connaître par courriel du 19 juillet 2017 qu'il n'avait pas d'observations à émettre sur le projet d'arrêté préfectoral définitif statuant sur la demande susvisée communiqué au pétitionnaire par lettre du 4 juillet 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Hautes-Pyrénées :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société « IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE » dont le siège social est situé à BEYREDE 65410 SARRANCOLIN », est autorisée à exploiter les installations liées à la fabrication d'abrasifs et de réfractaires situées sur le territoire des communes de BEYREDE-JUMET et ILHET.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 16 janvier 1980 modifié et en dernier lieu des 4 février 2010 et 24 juin 2014, restent applicables pour ce site.

ARTICLE 2 :

La société « IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE » informe la Préfète, dès qu'elle en a connaissance de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 3 : Publicité

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, est affiché en mairies de BEYREDE-JUMET et d'ILHET, pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de la société « IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE », dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4: Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pau.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Les Maire des communes de BEYREDE-JUMET et d'ILHET,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie,

L'inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification :

- à la société « IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE »

- pour information :

- au Sous-Préfet de BAGNERES-de-BIGORRE.

Tarbes, le 24 JUIL 2017

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Marc ZARROUATI